

# La nouvelle Europe

Le rythme et l'envergure des changements sont sans précédent. Partout en Europe centrale et en Europe de l'Est, des pays entiers font table rase du passé pour se lancer simultanément dans l'édification de sociétés démocratiques et dans la mise en place d'économies de marché.

Les peuples et les gouvernements réformateurs de ces régions, architectes d'une nouvelle Europe, sont motivés dans leurs actes par un engagement profond et par une vision courageuse de l'avenir. Dans cette démarche, l'Occident participe activement aux travaux; le Canada travaille d'ailleurs sans relâche à favoriser le rapprochement de l'Est et de l'Ouest, dans un esprit de confiance et de partenariat.

## La Charte de Paris pour une nouvelle Europe : un schéma de réforme

Dans les livres d'histoire de demain, le Sommet de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de novembre 1990 symbolisera probablement la fin de la guerre froide et l'émergence d'un nouvel ordre européen. En réunissant les 32 pays qui constituent l'Europe (l'Albanie, à titre d'observateur), plus l'Union soviétique, le Canada et les États-Unis, ce Sommet aura été le premier depuis 1815 à rassembler toutes les nations européennes en vue de créer une structure de sécurité coopérative.

Au milieu des prédictions politiques et du scepticisme qui faisait contrepoids est née la «Charte de Paris pour une nouvelle Europe». Affirmant avec vigueur qu'ils «n'étaient plus des adversaires», les États



PMO / Bill McCarthy

participants se sont engagés à entretenir désormais des relations «fondées sur le respect et la coopération» et ont adhéré à un ensemble de principes directeurs, notamment le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales, la démocratie et les élections libres, la primauté du droit, une liberté économique reposant sur des économies de marché, la justice sociale, un engagement en matière de protection de l'environnement et la sécurité pour tous les pays.

En outre, la Charte a amorcé la transformation de la CSCE. D'une série de rencontres et d'accords, celle-ci devient un ensemble d'institutions pratiques, dont un Secrétariat CSCE, à Prague, et un Bureau pour des élections libres, à Varsovie. De plus, un calendrier régulier de sommets et d'autres rencontres de haut niveau a été établi.

Le «Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe», a également été signé à Paris. Accord de réduction des armements conventionnels le plus

détaillé et le plus complet jamais négocié, ce traité permettra d'éliminer plus de 100 000 chars, pièces d'artillerie, véhicules et avions de combat, dans la région allant de l'Atlantique à l'Oural; il établit les mêmes plafonds pour le déploiement des autres forces dans la région et prévoit des mesures de vérification rigoureuses.

## Les architectes du changement

Le Canada a montré dès le début qu'il appuyait les réformes entreprises en Europe centrale et en Europe de l'Est. En novembre 1989, le premier ministre, M. Brian Mulroney, s'est rendu en Union soviétique, ce qu'aucun chef de gouvernement canadien n'avait fait depuis 18 ans.

À l'occasion de ce voyage, 14 accords bilatéraux ont été conclus, soit plus qu'il n'en avait été signés au cours des deux décennies précédentes. Le plus important d'entre eux portait sur le renforcement de la coopération dans les rapports

Le premier ministre Brian Mulroney (à gauche) et le président M. Mikhail Gorbatchev en 1989.

politiques, commerciaux et économiques, dans les sciences et la technologie, en agriculture et dans le domaine culturel; les deux pays s'engageaient également à jouer un rôle actif dans les relations internationales, en particulier dans les rapports Est-Ouest et le désarmement. L'ouverture d'un consulat canadien à Kiev, capitale de l'Ukraine, soulignait les liens étroits qui unissent les deux pays sur le plan humain. En annonçant l'ouverture de ce consulat, le premier ministre Mulroney a rappelé que près de 1 million de Canadiens sont d'origine ukrainienne.

Quelque six mois plus tard, le président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, se rendait à son tour au Canada. Les deux chefs d'État se sont entretenus des visites fructueuses de délégations